

## CONCLUSIONS OF THE EUROPEAN COUNCIL

17 February, 2003

The European Council held an extraordinary meeting to discuss the crisis over Iraq. Its members also met with the UN Secretary General Kofi Annan and the President of the European Parliament, Pat Cox.

We reaffirm the conclusions of the GAERC of 27 January and the terms of the public demarche of 4 February 2003 to Iraq which remain valid.

The way the unfolding of the situation in Iraq will be handled will have an important impact on the world in the next decades. In particular, we are determined to deal effectively with the threat of proliferation of weapons of mass destruction.

We are committed to the United Nations remaining at the centre of the international order. We recognise that the primary responsibility for dealing with Iraqi disarmament lies with the Security Council. We pledge our full support to the Council in discharging its responsibilities.

The Union's objective for Iraq remains full and effective disarmament in accordance with the relevant UNSC resolutions, in particular resolution 1441. We want to achieve this peacefully. It is clear that this is what the people of Europe want.

War is not inevitable. Force should be used only as a last resort. It is for the Iraqi regime to end this crisis by complying with the demands of the Security Council.

We reiterate our full support for the ongoing work of the UN inspectors. They must be given the time and resources that the UN Security Council believes they need. However, inspections cannot continue indefinitely in the absence of full Iraqi cooperation. This must include the provision of all the additional and specific information on the issues that have been raised in the inspectors' reports.

Baghdad should have no illusions: it must disarm and cooperate immediately and fully. Iraq has a final opportunity to resolve the crisis peacefully. The Iraqi regime alone will be responsible for the consequences if it continues to flout the will of the international community and does not take this last chance.

We recognise that the unity and firmness of the international community, as expressed in the unanimous adoption of resolution 1441, and the military build-up have been essential in obtaining the return of the inspectors. These factors will remain essential if we are to achieve the full cooperation we seek.

We will work with the Arab countries and The League of Arab Nations. We will encourage them, separately and jointly, to bring home to Saddam Hussein the extreme danger of miscalculation of the situation and the need for full compliance with resolution 1441. We support Turkey's regional initiatives with the neighbours of Iraq and Egypt.

In this regional context, the European Union reiterates its firm belief in the need to invigorate the peace process in the Middle East and to resolve the Israeli-Palestinian conflict. We continue to support early implementation of the roadmap endorsed by the Quartet. Terror and violence must end. So must settlement activity. Palestinian reforms must be speeded up and, in this respect, President Arafat's statement that he will appoint a Prime Minister is a welcome step in the right direction.

The unity of the international community is vital in dealing with these problems. We are committed to working with all our partners, especially the United States, for the disarmament of Iraq, for peace and stability in the region and for a decent future for all its people.

CONCLUSIONS DU CONSEIL EUROPÉEN  
du 17 février 2003

Le Conseil européen a tenu une réunion extraordinaire pour débattre de la crise relative à l'Irak. Ses membres ont également rencontré le Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi Annan, et le président du Parlement européen, M. Pat Cox .

Nous réaffirmons les conclusions du Conseil "Affaires générales et relations extérieures" du 27 janvier ainsi que les termes de la démarche officielle effectuée le 4 février 2003 auprès de l'Irak, qui restent valables.

La manière dont sera gérée l'évolution de la situation en Irak aura un impact important sur le monde au cours des prochaines décennies. En particulier, nous sommes déterminés à traiter efficacement la menace que représente la prolifération des armes de destruction massive.

Nous tenons à ce que les Nations Unies demeurent au centre de l'ordre international. Nous reconnaissons que c'est au Conseil de sécurité qu'il incombe au premier chef de traiter du désarmement de l'Irak. Nous déclarons soutenir sans réserve le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités.

L'objectif de l'Union en ce qui concerne l'Irak demeure le désarmement total et effectif de ce pays conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment à la résolution 1441. Nous souhaitons atteindre cet objectif de manière pacifique. Il est clair que c'est ce que veulent les populations de l'Europe.

La guerre n'est pas inévitable. La force ne devrait être utilisée qu'en dernier recours. Il appartient au régime irakien de mettre un terme à cette crise en se conformant aux exigences du Conseil de sécurité.

Nous réaffirmons que nous soutenons pleinement le travail que mènent actuellement les inspecteurs des Nations Unies. Il faut leur donner le temps et les ressources dont le Conseil de sécurité des Nations Unies estime qu'ils ont besoin. Toutefois, les inspections ne pourront se poursuivre indéfiniment en l'absence d'une coopération totale de la part de l'Irak. A cet égard, il faut notamment que soient fournies toutes les informations supplémentaires et spécifiques concernant les questions qui ont été soulevées dans les rapports des inspecteurs.

Le régime de Bagdad ne devrait se faire aucune illusion: l'Irak doit désarmer et coopérer immédiatement et intégralement. C'est, pour l'Irak, la dernière chance que la crise puisse être résolue d'une manière pacifique. Le régime irakien sera le seul responsable des conséquences s'il continue à se jouer de ce que veut la communauté internationale et ne saisit pas cette dernière chance.

Nous reconnaissons que l'unité et la fermeté de la communauté internationale, qui se sont traduites par l'adoption unanime de la résolution 1441, et le renforcement des capacités militaires ont joué un rôle essentiel pour que soit obtenu le retour des inspecteurs. Ces facteurs continueront à être essentiels si nous voulons obtenir la pleine coopération que nous recherchons.

Nous œuvrerons avec les pays arabes et avec la Ligue arabe. Nous les encouragerons, individuellement et conjointement, à faire comprendre à Saddam Hussein l'extrême danger que représenterait une mauvaise appréciation de la situation, ainsi que la nécessité qu'il se conforme intégralement à la résolution 1441. Nous appuyons les initiatives régionales menées par la Turquie avec les pays voisins de l'Irak et avec l'Égypte.

Dans ce contexte régional, l'Union européenne réaffirme qu'elle est fermement convaincue de la nécessité de dynamiser le processus de paix au Moyen-Orient et de résoudre le conflit israélo-palestinien. Nous continuons à préconiser la mise en œuvre rapide de la feuille de route approuvée par le "Quatuor". La terreur et la violence doivent cesser. Les activités de colonisation le doivent également. Il est nécessaire d'accélérer les réformes palestiniennes et, à cet égard, la déclaration du Président Arafat, selon laquelle il désignera un Premier Ministre, constitue une mesure bienvenue qui va dans le bon sens.

Pour traiter ces problèmes, il est vital que la communauté internationale soit unie. Nous sommes déterminés à travailler avec tous nos partenaires, en particulier avec les États-Unis, pour obtenir le désarmement de l'Irak, la paix et la stabilité dans la région ainsi qu'un avenir décent pour toutes les populations qui y vivent.